

À la recherche d'un fil directeur dans une maïeutique interdisciplinaire

Emmanuel Torquebiau

Chargé de mission
Direction scientifique,
Centre de coopération internationale
en recherche agronomique
pour le développement (Cirad)
<emmanuel.torquebiau@cirad.fr>

Les articles de ce numéro spécial des *Cahiers Agricultures* proviennent d'une sélection de communications présentées lors du colloque « Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux », organisé par l'unité mixte de recherche « Systèmes agraires, gestion des ressources et territoires » (UMR SAGERT) à Montpellier du 25 au 27 février 2003¹. Choisies pour leur pertinence à traiter de ressources et territoires sous un angle original, ces communications ont été reprises par leurs auteurs sous la forme d'articles illustrant quatre grandes thématiques.

Évolution des pratiques et dynamique des territoires

Les évolutions techniques, économiques et sociales des sociétés rurales provoquent des transformations des modes d'occupation de l'espace qui ont un impact environnemental à l'échelle locale et régionale ; pour construire une agriculture durable, il faut intégrer des éléments de dynamique territoriale. Les pratiques des agriculteurs relatives à la gestion des ressources ne sont pas figées, elles évoluent en fonction

¹ Dugué P, Jouve Ph, eds. *Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux. Actes du colloque international, 25-27 février 2003*. Montpellier (France) : Unité mixte de recherche « Systèmes agraires, gestion des ressources et territoires » (UMR SAGERT) ; Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (Cnearc), 2003 ; 706 p.

de nombreux déterminants, par exemple la variabilité climatique, l'évolution des techniques et des capacités d'intervention, la pression sur les ressources, l'évolution des systèmes sociaux, les influences changeantes du marché, des infrastructures ou de l'État.

Dans ce contexte mouvant où l'action collective sert souvent de référence épistémologique, on observe des tendances à l'individualisation des pratiques des agriculteurs. S'agit-il d'une réelle contradiction avec le niveau collectif, ou s'agit-il de niveaux d'action complémentaires, par exemple entre l'amélioration individuelle de la production et la commercialisation collective des produits, voire leur labellisation ? Le rôle des pratiques collectives semble incontournable dans le cas des ressources communes ou des biens publics. La recherche sur les ressources et les territoires doit mener de front, au moyen d'équipes pluridisciplinaires, le niveau collectif de l'analyse territoriale et les éventuelles tendances à l'individualisation décelables par l'analyse des pratiques des producteurs.

E. Penot décrit les agroforêts à hévéa de Kalimantan comme des systèmes techniques permettant une articulation différenciée entre l'individuel et le collectif [1]. Ils permettent une bonne adéquation entre la tenure foncière et les lois coutumières, d'une part, et la gestion du territoire et les problèmes de main-d'œuvre, d'autre part, mais ils peuvent aussi être à l'origine de l'individualisation de certaines pratiques et d'un relâchement du contrôle social.

Dans les cocoteraies vivrières du Vanuatu, Lamanda *et al.* [2] montrent que les agriculteurs ajustent leur stratégie de gestion de l'espace en fonction de paramètres économiques externes. Face aux variations du cours du coprah, la cocoteraie devient un système agroforestier complexe qui évolue dans le temps et dans

l'espace vers des spécialisations différentes allant de l'horticulture à l'élevage en passant par le bois ou le cacao, assurant ainsi une variabilité spatiale qui permet une diversification culturelle.

Dans la zone cotonnière du Mali, l'analyse de Gigou *et al.* [3] montre que la pratique traditionnelle de l'agriculture itinérante évolue vers un allongement des temps de culture et même vers des champs permanents. Dans ce contexte où le coton a permis une modernisation de l'agriculture, on observe une dynamique boserupienne, dans laquelle l'augmentation de la population, accompagnée de conditions économiques favorables, se traduit par une intensification de l'agriculture.

Pascal et Dosso décrivent comment la forêt de Kakamega, au Kenya, est l'objet de conflits d'usage révélateurs d'une crise socio-économique liée à des problèmes fonciers que le législateur peine à résoudre [4]. Ici, l'action collective semble incontournable et son articulation avec les pratiques des agriculteurs la seule chance de survie d'un espace naturel unique.

Bazile *et al.* [5] utilisent un système d'information géographique (SIG) pour présenter la diversité des agroécosystèmes dans lesquels les paysans gèrent la biodiversité du sorgho au Mali. Face à la pénétration du maïs dans les assolements, les variétés locales de sorgho sont un facteur de rusticité, notamment grâce au photopériodisme qui assure la synchronie entre cycle cultural et saison des pluies. La stratégie antialéatoire que mettent en œuvre les paysans repose sur la gestion et la valorisation combinée de la biodiversité du sorgho et de la diversité des agroécosystèmes associés.

Organisation sociale et usage des ressources par les acteurs

Les problèmes d'appropriation, d'usage et de gestion des ressources communes débouchent sur des processus de coordination et de régulation entre acteurs individuels, collectifs et publics. Les agrono-

mes manquent sans doute de référentiels théoriques et méthodologiques pour aborder des enjeux tels que la prise en compte des temporalités, les liens entre action collective et identité ou la gouvernance.

Sur les fronts pionniers du sud du Burkina Faso, l'étude d'Augusseau *et al.* montre que la reconstruction territoriale provoquée par les migrations est fonction de la diversité sociale et des différents modes d'accès au foncier [6]. L'organisation spatiale qui en résulte ne se superpose pas aux terroirs villageois et pose la question d'une éventuelle nouvelle trame territoriale.

L'article de Méaux *et al.* [7] explore une tendance lourde de l'agriculture de l'Afrique subsaharienne, le recouvrement des aires pastorales et agricoles, conséquence de la remontée de l'espace agricole vers le nord et de la descente vers le sud de l'élevage extensif, de plus en plus souvent sédentaire. Dans le cas particulier des périmètres irrigués de l'Office du Niger, au Mali, cette cohabitation est difficile et suppose de raisonner les relations entre ressources et territoires à une échelle englobant les aires cultivées et de brousse ainsi que les zones périphériques, à la fois zones tampons et zones refuges du cheptel.

Dugué *et al.* [8] indiquent comment, dans la société multiculturelle et cosmopolite du nord et du centre de la Côte d'Ivoire, les logiques économiques à court terme l'emportent souvent sur des objectifs de gestion durable des espaces et des ressources. Les interactions entre paysans autochtones, paysans migrants et éleveurs ont lieu en l'absence de cadre de concertation. Des conflits fonciers ou politico-ethniques découlent d'un manque de coordination entre les stratégies des producteurs et la gestion territoriale des ressources. Une analyse et une représentation objective du fonctionnement des territoires sont nécessaires pour promouvoir la gestion intégrée des ressources dans le cadre des collectivités locales. Considérant que l'arbre est une ressource « immeuble », Saïd et Sibelet [9] lui appliquent les règles du foncier, relevant que celles-ci s'appliquent à la fois à l'espace et aux ressources engendrées par cet espace. Adossé à ce référentiel théorique innovant, le foncier de l'arbre s'analyse aux Comores en articulation avec le foncier du sol, l'un comme l'autre détenant des clés explicatives des dynamiques sociales.

Sociétés, territoires et rôles des politiques publiques

Les politiques publiques peuvent-elles faciliter la gestion des ressources et des territoires ? Bien que la décentralisation ait permis de nombreux transferts de responsabilités, le bon fonctionnement des instances locales de concertation ou de décision n'est pas toujours effectif. La « chose publique » répondant aux attentes des sociétés rurales est encore à construire, notamment en Afrique. Dans ce contexte changeant, quel est le rôle du chercheur ? Peut-il ne pas prendre parti lorsqu'il accompagne le changement et favorise certaines alliances entre acteurs locaux ?

Écartelée entre son statut d'île lointaine et d'appartenance européenne, La Réunion constitue un cas d'école sur l'interaction entre des pratiques agronomiques productivistes et les velléités de développement territorial que révèle la filière sucre, étudiée par Martignac [10]. Les fonctions sociales et culturelles d'aménagement du territoire doivent être intégrées aux pré-occupations spatiales et quantitatives de nature économique afin de raisonner l'insertion de cette filière dans le contexte international contemporain.

A. Teyssier montre qu'au Cameroun [11], le foncier hésite entre code et coutume. Si celui-ci n'a pas les moyens de ses ambitions, celle-ci s'efface progressivement face aux migrations et à l'avènement d'un marché foncier encore souterrain. La gouvernance à mettre en place devrait s'appuyer sur un débat public et permettre de trouver un compromis entre un code foncier libéral et un droit coutumier jamais très loin des replis identitaires.

Outils et méthodes

La gestion des ressources et des territoires suppose la manipulation de bases de connaissances spécifiques, *a priori* spatialisées. Les principaux outils sont les SIG et leur cortège de cartes, les chorèmes, les cartes à dire d'acteurs, et les différentes démarches de modélisation. Dans tous les cas, la cohérence des données avec la perception de l'espace par les acteurs locaux n'est pas sans poser

problème et il est illusoire de penser que les produits de recherche que génèrent ces outils soient directement exploitables dans la gestion territoriale opérationnelle. L'étude des représentations et des raisonnements spatiaux des acteurs est une importante priorité de recherche.

Chery et Smektala proposent d'utiliser le formalisme des chorèmes dans une démarche de modélisation systémique à des fins de gestion intentionnelle [12]. Appliquée aux ressources ligneuses au Cameroun, cette approche permet d'explicitier des variables de structure, mais aussi de fonction, et donc de réaliser des simulations. Il devient ainsi possible d'analyser le territoire-système à plusieurs échelles, du local au régional et au national.

Les chorèmes peuvent aussi être utilisés pour réaliser des représentations spatiales des évolutions territoriales temporelles, notamment les trajectoires de développement local à l'échelle des communes ou des communautés, ainsi que le montrent Sabourin *et al.* [13] dans le Nordeste brésilien. L'articulation entre les échelles spatiales et temporelles enrichit la représentation de la réalité, mais la rend aussi plus complexe, se situant plus dans le réflexif que dans le prédictif.

En développant une méthode de cartographie menée avec les populations locales dans le Ferlo au Sénégal, Touré *et al.* [14] démontrent qu'on peut provoquer concertation entre acteurs et prise de décision sur la gestion des ressources et des territoires. Les cartes à dire d'acteurs obtenues bénéficient d'une légitimation collective et peuvent servir de base à un plan local de développement durable évolutif.

Le Gal *et al.* [15] comparent la gestion des bassins d'approvisionnement de sucreries de canne en Afrique du Sud et à La Réunion à partir d'une représentation générique de leur fonctionnement et d'une

démarche de modélisation stratégique et logistique. Des scénarios intégrant la dimension spatiale des bassins servent de base à une démarche d'aide à la décision.

En conclusion

Des pratiques d'acteurs à l'organisation sociale et aux politiques publiques, nous pensons qu'existe un fil directeur explicitant le lien entre ressources et territoires. Peut-il s'agir de plusieurs fils ? Celui qui mène des pratiques individuelles aux dynamiques boserupiennes en passant par l'action collective ? Ou celui qui, de la structuration sociale de l'espace, conduit à la négociation autour d'un plan de développement et à l'aide à la décision ? Ou, tout simplement, celui que chaque lecteur aura repéré dans la maïeutique interdisciplinaire qui constitue le fondement de notre réflexion sur la gestion durable des ressources et des territoires ? Si chacun, à la lecture de ce numéro thématique des *Cahiers Agricultures*, pouvait repérer un cheminement lui permettant de construire sa propre analyse de la gestion territoriale des ressources dans les pays du Sud, nous aurions atteint une partie non négligeable de nos objectifs. ■

Références

1. Penot E. Mise en cohérence entre systèmes techniques, systèmes sociaux et territoires : cas des hévéaculteurs de la province de Kalimantan-Ouest (Indonésie). *Cah Agric* 2004 ; 13 : 450-8.
2. Lamanda N, Malezieux E, Martin P. Organisation spatiale et dynamiques des systèmes de culture à base de cocotier (*Cocos nucifera* L.) dans une île mélanésienne. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 459-66.

3. Gigou J, Giraudy F, Tidiane Doucouré CO, Healy S, Traoré K, Guindo O. L'âge des champs : un indicateur du passage de la culture itinérante à la culture permanente dans le bassin cotonnier du Mali. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 467-72.

4. Pascal P, Tiers S, Dosso M. Évolution des marges agricoles de la forêt protégée de Kakamega (Ouest kényan) : une dynamique sous surveillance. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 473-9.

5. Bazile D, Soumaré M. Gestion spatiale de la diversité variétale en réponse à la diversité écosystémique : le cas du sorgho [*Sorghum bicolor* (L) Moench] au Mali. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 480-7.

6. Augusseau X, Cheylan JP, Liehoun E. Dynamiques territoriales de l'agropastoralisme en zone de migration : niveaux d'organisation et interactions. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 488-94.

7. Meaux S, Jouve P, Maiga A. Aménagement hydraulique et conflits agropastoraux : analyse spatio-temporelle en zone Office du Niger (Mali). *Cah Agric* 2004 ; 13 : 495-503.

8. Dugué P, Koné FR, Koné G, Akindès F. Production agricole et élevage dans le centre du bassin cotonnier de Côte d'Ivoire. Développement économique, gestion des ressources naturelles et conflits entre acteurs. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 504-9.

9. Saïd M, sibelet N. Pour que la terre ne cache plus l'arbre : le foncier de l'arbre. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 510-5.

10. Martignac C. Soutien d'une filière dominante ou développement territorial ? Le cas du sucre à La Réunion. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 516-21.

11. Teyssier A. La régulation foncière au Cameroun, entre régimes communautaires et aspirations citoyennes. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 522-7.

12. Chery JP, Smektala GN. D'un modèle chorématique à un modèle de simulation : gestion des ressources ligneuses en zone soudano-sahélienne. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 528-38.

13. Sabourin E, Caron P, Tonneau JP. Dynamiques territoriales et trajectoires de développement local : retour d'expériences dans le Nordeste brésilien. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 539-45.

14. Touré I, Bah A, D'Aquino P, Dia I. Savoirs experts et savoirs locaux pour la coopération d'outils cartographiques d'aide à la décision. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 546-53.

15. Le Gal PY, Lejars C, Peter L, Meyer E. De la diversité spatiale aux performances des bassins d'approvisionnement : cas des sucreries de canne. *Cah Agric* 2004 ; 13 : 554-62.